

Ouvrir la voie à un modèle suisse de régulation du cannabis

Editorial de Le Temps du 31 mars 2016; par Céline Zünd

Par le passé, la Suisse a déjà fait preuve d'audace et d'imagination dans ses politiques en matière de drogue. Espérons que les projets des villes de réguler le cannabis bénéficient du même climat d'ouverture

Dans quelques jours, le 19 avril, le ministre de la santé Alain Berset sera à New York pour participer à une session spéciale de l'ONU sur les problèmes liés aux stupéfiants. Lors de la dernière rencontre du genre il y a dix-huit ans, on imaginait encore l'avènement d'un monde sans drogue. Cette illusion s'est évaporée.

Lire aussi: Le business du cannabis explose aux Etats-Unis

Signe d'une rupture: dans le pays qui décrétait en 1969 la guerre contre la drogue, on n'a pas attendu un feu vert de l'ONU ni un changement de la loi fédérale pour transgresser les conventions internationales interdisant les stupéfiants. La moitié des Etats américains ont légalisé, régulé et taxé le cannabis. Leurs expériences révèlent les tensions entre une industrie florissante et des exigences en matière de santé publique et de protection des jeunes. L'alcool ou la cigarette posent le même dilemme, pourtant qui prônerait leur interdiction aujourd'hui?

Le ministre suisse de la santé pourrait recevoir bientôt sur son bureau des propositions de plusieurs villes, Berne, Bâle, Zurich et Genève, pour mener une expérience de régulation du marché du cannabis. Ces projets-pilotes sont à mille lieues de la libéralisation en cours aux Etats-Unis et de ses excès. Encadrés par un suivi scientifique, limités dans le temps et destinés à un échantillon de consommateurs avérés, ils pourraient paver le chemin vers un modèle suisse de régulation. Dans ce tableau, on imagine mal le rappeur Stress ou la chanteuse Sophie Hunger vendant des barres chocolatées au THC.

A l'origine, le même constat, en Suisse ou aux Etats-Unis: l'interdiction favorise la prolifération du marché noir et n'empêche personne de fumer de l'herbe. Ni les adultes en quête de sensations. Ni les malades chroniques qui ont tenté des traitements médicaux lourds avant de se tourner vers le chanvre. Ni les adolescents. Fumer du cannabis représente un risque, surtout pour les jeunes. On sait aussi que la plupart de ceux qui y ont goûté (soit un tiers de la population) sont capables de se transformer en adultes épanouis. Mais certains ne parviennent pas à maîtriser leur consommation et c'est à eux, en priorité, que doit s'adresser la prévention.

Lire également: La Suisse, très loin du Colorado

La Suisse a déjà fait preuve d'audace et d'imagination dans ses politiques en matière de drogue par le passé, en autorisant la prescription médicale d'héroïne ou les salles d'injection. Deux idées source de peurs et de conflit, mais dont personne ne conteste aujourd'hui qu'elles ont permis d'améliorer la situation de toxicomanes ou de réduire la prévalence du VIH. Les projets des villes s'inscrivent dans cette démarche helvétique rationnelle face à des substances sulfureuses.

Une régulation pourrait éroder le trafic clandestin, ouvrir la voie à une information claire sur ce produit, transférer une partie des revenus qui alimentent le marché noir vers les caisses publiques. En Suisse, quatre villes se sont donné la mission de créer un laboratoire pour vérifier ces hypothèses. Espérons que leurs projets bénéficient d'un climat d'ouverture.